

<b>Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées</b>	
Référence : 20210720-RAP-03-161-VPUIGRENIERMontluçon	
<b>Nom et adresse de l'établissement contrôlé</b>	<b>Code DREAL</b>
Société : Etablissment Puigrenier Rue Benoist d'Azy 03100 Montluçon SIRET : 32785259600029	S3IC 0056.01436 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
<b>Activité principale : 1011Z transformation et conservation de la viande de boucherei</b>	
<b>Date du contrôle : 08/07/2021</b>	
<b>Type de contrôle</b>	
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<b>Circonstances du contrôle</b>	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
<b>Thème(s) du contrôle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Action nationale : post-Lubrizol</li> <li>suivi rejets eau</li> </ul>	
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stockages de produits chimiques</li> </ul>	
<b>Référentiel(s) du contrôle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 novembre 2012</li> </ul>	
<b>Copies</b>	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Equipe ECA <input type="checkbox"/> Autre :

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par courriel (et lors d'échanges téléphoniques) correspondaient au périmètre suivant à inspecter : *suivi des observations faites lors de la précédente visite et site se trouvant en partie dans la bande de 100 mètres d'un établissement SEVESO.*

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

### I.2 - Vérification de la situation administrative de l'installation

L'entreprise PUIGRENIER a été autorisée par un arrêté du 14 novembre 2012 à exploiter un abattoir de bovins et un atelier de découpe de viandes. Cet abattoir compte-tenu de sa capacité d'abattage et de traitement relève de la directive IED et est donc soumis à une périodicité de contrôle par l'inspection des installations classées de 3 ans.

Cet établissement a fait l'objet par le passé de plaintes en raison de déversements de matières et eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales. Ces plaintes ont été traitées lors de la visite de 2018 au cours de laquelle des non-conformités avaient été constatées. Depuis cette date, aucune plainte n'est parvenue à la DREAL.

### I.3 – Constats effectués (y compris sur les suites apportées à la précédente inspection du 18 janvier 2018)

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thèmes dans les fiches en annexe 1 et 2 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

## II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 6 non-conformités (ou observations) ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Proposition de suites :

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 3 mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

<b>Inspecteur</b> le 20/07/2021 L'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)  Signé	<b>Vérificateur</b> le 20/07/2021 L'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)  Signé	<b>Approbateur</b> le 20/07/2021 Pour le directeur, l'adjoint au chef de l'UID Cantal/Allier/Puy-de-Dôme  Signé
---	--	---

## Annexe 1 – Fiche de constats<sup>1</sup>

Constat N°1 : Suivi des observations faites lors la visite du 18 janvier 2018 : absence de compteur divisionnaires

Déclaration de l'exploitant : l'ensemble des ateliers est équipé

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.1 de l'AP du 14 novembre 2012		Plan des réseaux à mettre à jour avec identification des dispositifs de comptage.

Constat N°2 : Suivi des observations faites lors la visite du 18 janvier 2018 : consommation spécifique d'eau

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.1 de l'AP du 14 novembre 2012	3 mois	Apporter la preuve de la conformité à la prescription relative à la consommation spécifique de 6 litres par kilos de carcasses traitées.

Constat N°3 :

L'établissement ne dispose pas de plan d'utilisation rationnelle de l'eau.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.1 de l'AP du 14 novembre 2012	6 mois	Etablir un plan d'utilisation rationnelle de l'eau selon le canevas joins au présent rapport.

Constat N°4 :

Les rejets de la station d'épuration comportent toujours des points de non-conformité. Les saisies dans l'application GIDAF des résultats d'autosurveillance ne sont pas réalisées. La station de prétraitement fait l'objet d'un suivi à distance par la société Optign Environnement, laquelle doit rendre une étude visant à optimiser le traitement en lui ajoutant le cas échéant un étage biologique.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.3 de l'AP du 14 novembre 2012	3 mois	Saisir les données d'autosurveillance dans GIDAF Transmettre l'étude visant à optimiser le traitement des effluents avec un plan d'actions. Saisir les résultats d'autosurveillance dans GIDAF.

Constat N°5 : Une installation de production de froid a été installée, les calories de cette installation de production de

<sup>1</sup> L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

froid sont récupérées pour produire de l'eau chaude en remplacement de la chaudière gaz.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 1.7.1 de l'AP du 14 novembre 2012	3 mois	Les modifications doivent faire l'objet d'un porté à la connaissance du Préfet

Constat N°6 : Les modalités de gestion des eaux d'extinction résultant d'un incendie ne sont pas connues des intervenants (présence d'une vanne d'isolement)

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.4 de l'AP du 14 novembre 2012	3 mois	Etablir une consigne et la porter à la connaissance des intervenants.

Constat N°7 : Les liquides incompatibles ne sont pas stockés sur la même rétention. Des produits acides sont toutefois stockés à proximité immédiate de produits alcalins.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.6 de l'AP du 14 novembre 2012	3 mois	Etablir un plan de stockage et un tableau des produits incompatibles et les afficher dans le local dédié.